

symptôme de quelque chose de plus profond. » Autrement dit, seuls les intellectuels sont en mesure de faire sens des problèmes sociaux, tandis que la critique anti-élites formulée par le mouvement est évacuée comme un signe de son obscurantisme. D'ailleurs, les quelques arguments en soutien (tout relatif) au mouvement associent les revendications des Gilets jaunes avec l'urgence climatique et les inégalités sociales, et non avec une remise en question de la démocratie représentative.

Enfin, notons que ce débat n'en a que le nom : l'ordre des interventions est prédéfini à l'avance et celles-ci sont limitées à quatre minutes, sans possibilité de réagir ensuite. Le président répond longuement et systématiquement à ce qu'il juge bon de retenir au point de totaliser finalement 38 % du temps de parole (soit plus de 3 heures...). Le dispositif participe d'une mise en scène de la performance présidentielle, qui s'achève vers 2 heures du matin par une dernière intervention de 40 minutes d'un président apparemment infatigable. On aurait ainsi tort de voir dans ce débat seulement une réprimande condescendante des classes dominantes envers les classes dominées : par le faste élyséen et les corps disciplinés des intellectuels, il vise aussi à figurer le Prince devant la cour de ses conseillers.

## **Conclusion : les Gilets jaunes dans l'histoire (en cours) des mouvements sociaux**

Emmanuelle REUNGOAT et François BUTON

Jusqu'où le mouvement des Gilets jaunes s'avère-t-il vraiment « pas comme les autres » ? L'examen critique des idées reçues sur cette mobilisation permet à la fois de saisir les traits saillants de son originalité et de le replacer dans l'histoire des luttes sociales, que les occupant-es des ronds-points viennent à leur manière poursuivre et bousculer.

Difficile à jauger en raison de sa dissémination sur le territoire et de la durée exceptionnelle de la mobilisation, largement sous-estimée par le comptage classique (policier) des manifestant-es, le nombre des personnes ayant pris part au mouvement en se rendant sur les ronds-points ou en participant aux actes du samedi est aujourd'hui estimé à au moins 3 millions. S'il est difficile de la comparer à d'autres mouvements dont les modalités de comptage et de mobilisation, par la grève par exemple, sont différentes, cette ampleur inscrit les Gilets jaunes parmi les mobilisations les plus importantes depuis Mai 68.

C'est sans doute principalement par la singularité de sa composition et de ses formes d'action, parce qu'il catalyse l'entrée en politique contestataire de populations jusque-là peu présentes dans les mobilisations de rues, que l'engagement « en jaune » signale d'abord un renouvellement des luttes sociales. Si l'importance de ces nouveaux révoltés primo-contestataires a été soulignée, c'est que la présence massive de certaines fractions des milieux populaires, ouvriers, employés et petits

indépendants, constitue un phénomène notable, rarement vu dans les mobilisations depuis les années 1980. De ce fait, l'implantation du mouvement sur le territoire et sa longévité au fil des mois ont rendu visible aux yeux des journalistes, des politiques mais aussi parfois des chercheur-es et des Gilets jaunes eux-mêmes, des métiers, des conditions et rythmes de travail, et leurs conséquences sur les corps, soumis d'habitude à l'effacement, tout comme la mobilisation a proposé une image des milieux populaires jusque-là peu présente dans l'espace public.

Car c'est aussi une représentation alternative des formes de leur participation politique que le mouvement propose. À distance de l'image des travailleurs pauvres et des bénéficiaires d'aides sociales soupçonnés d'incompétence, désintéressés de la vie de la cité voire apathiques devant leur écran de télévision, la mobilisation meut et montre des citoyen-nes en action, des sujets politiques qui font l'expérience d'une pratique démocratique autogestionnaire, avec toutes ses difficultés. Une image positive des classes laborieuses largement disparue des discours politiques depuis plus d'une trentaine d'années avec le déclin du PCF et la notabilisation du PS. Par la mobilisation, les Gilets jaunes s'investissent comme les acteurs de l'histoire politique en train de se faire : ils prennent la parole, sortent de l'anonymat, et pour les moins politisés d'entre eux, gagnent en légitimité et en capacité à dire et pratiquer la chose publique. Pour les plus investi-es, les apprentissages, les prises de conscience et l'intensification de l'existence vécue le temps du mouvement constituent des marqueurs dans leur histoire personnelle.

Une autre originalité du mouvement réside dans l'hétérogénéité de sa composition politique et sociale. Hétérogénéité d'abord des orientations politiques, qui voit se juxtaposer et

parfois lutter ensemble des personnes affichant des préférences partisans très opposées dans le spectre politique, de l'extrême droite à la gauche radicale. Associé à la défiance à l'égard des partis, cet élément contribue au faible impact du mouvement lors des élections et sur le système partisan. L'hétérogénéité des Gilets jaunes est également sociale, ce qui a sans doute été moins perçu. La mobilisation n'a pas réuni seulement des gens qui avaient du mal à finir le mois, comme on l'a beaucoup entendu, mais aussi des classes populaires stabilisées, des classes moyennes, et finalement un agrégat social assez proche de la population générale, à l'exception très notable des classes supérieures.

Or, la diversité et le poids des nouveaux venus en protestation favorisent le renouvellement de ses espaces et de ses formes. L'inscription territoriale des Gilets jaunes au-delà des centres-villes, des lieux de travail ou plus récemment des « quartiers prioritaires » constitue un trait original du mouvement. Sans réduire son explication à la colère d'une (et une seule) France périphérique déclassée et politiquement revancharde, le profil des participant-es rend compte de la géographie d'un mouvement largement porté, à sa genèse, par des habitants du périurbain et de villes de moins de 10 000 habitants. La protestation s'organise dans des espaces familiers et vise des infrastructures routières connues car pratiquées (ronds-points, radars, accès d'autoroute) autour des villes petites et moyennes. Cette spécificité ne doit néanmoins pas être surestimée, car au fil des mois s'opère une centralisation progressive des actions et des participant-es vers les lieux de pouvoir symboliques des centres urbains (préfectures, services publics). En outre, si le caractère massif et unifié sur le territoire de ce soulèvement périurbain est historiquement remarquable, là aussi il est à réinscrire dans

l'histoire des luttes. La révolte jaune poursuit un processus historique de « relocalisation » du politique, selon l'expression du politiste Laurent Jeanpierre, et des luttes sociales, sur les dernières décennies. Celles-ci ne passent plus nécessairement par la capitale et sont marquées par une politisation du proche : les luttes se développent dans des espaces vécus et familiers avec lesquels on cultive un lien pratique et affectif, comme le montrent les politistes Stéphanie Dechézelles et Maurice Olive.

Les Gilets jaunes déploient également des formes d'action innovantes, variées et dont la durée dans le temps est notable. Celles-ci rompent avec l'héritage du répertoire syndical habituel, national et centralisé (grèves, manifestations encadrées, etc.). Blocages multiples et ouverture de péages, rassemblements émeutiers, manifestations non déclarées... C'est alors par sa radicalité contestataire que le mouvement vient imprimer sa marque dans l'histoire des luttes récentes – car il emprunte aussi à des répertoires d'action émeutiers ou délibératifs déjà éprouvés. La mobilisation a créé début décembre 2018 une crise politique courte mais bien réelle. Les Gilets jaunes ont visé les lieux de pouvoir, recouru à l'action directe parfois tous azimuts sans respecter les modalités habituelles de négociation avec les autorités. L'appel à ou la crainte d'une « gilet-jaunisation » des luttes, qui qualifie à la fois la radicalisation des attitudes à l'égard des représentant-es de l'autorité et une évolution des mobilisations vers la démultiplication des lieux et modes d'action sans préavis et sans attendre de validation d'une structure hiérarchisée, témoigne de son influence sur la culture contestataire.

La mobilisation jaune vient ainsi confirmer certaines évolutions contemporaines d'une partie des mouvements sociaux. Elle partage en particulier plusieurs traits avec les mouve-

ments citoyens d'occupation de places de la décennie 2010. En termes de modes d'action d'abord, le choix de l'occupation pendant plusieurs semaines voire plusieurs mois s'inscrit dans la continuité d'un nouveau cycle de mouvements contestataires depuis 2011 en Europe, aux États-Unis, et dans le monde arabe. Organisés autour d'occupations de places publiques urbaines ponctuées d'importantes manifestations émaillées d'affrontement avec les forces de l'ordre, ceux-ci font suite à la crise économique et financière de 2008 et sont initiés par les *Indignados* espagnols en 2011, puis repris d'*Occupy Wall Street* aux États-Unis en 2011, à Istanbul en Turquie en 2013, jusqu'à Nuit debout en France en 2016 entre autres. Parce qu'ils incarnent une rupture du consentement à être gouvernés et portent une demande radicale de renouvellement de la démocratie, les Gilets jaunes se distinguent dans l'histoire nationale comme un mouvement d'aspiration révolutionnaire, tout en faisant écho à toutes les luttes qui dénoncent la « déconnexion » des élites, leur soumission aux pouvoirs financiers, et aspirent à davantage de démocratie directe et à une forme d'autonomie à l'égard des partis et des syndicats.

Le rejet de la verticalité et la défiance à la délégation et au porte-parolat ne sont pas sans rappeler les nouveaux mouvements sociaux des années 1960 et 1970, féministes, écologistes ou pour les droits des homosexuel·les. Chez les Gilets jaunes la promotion de l'horizontalité et le refus de toute institutionnalisation de représentant-es constituent des valeurs de premier plan. Sans échapper complètement à la loi d'airain de la division sociale du travail politique (selon l'expérience militante ou les diplômés, par exemple), l'horizontalité permet l'expression de formes plurielles et révocables de leadership. Elle est la condition de l'expression directe du peuple mobilisé. Comme

dans les mouvements d'occupation de place, ces aspirations, facilitées par l'usage massif des réseaux sociaux, se traduisent par des modes d'action et de délibération privilégiant la coordination sur l'objectif de structuration, préférant l'assemblée générale à l'élection, et le consensus au vote. On y retrouve ce que certains, comme l'anthropologue David Graeber, ont soutenu dans les mouvements de place : l'expérimentation de formes de démocratie directe qui se veulent préfiguratives de la société qu'on appelle de ses vœux. Ces luttes contemporaines sont significatives de la défiance croissante à l'égard de la représentation politique. Chez les Gilets jaunes comme dans d'autres mouvements récents, cette défiance se traduit par la mise en avant des paroles individuelles, souvent sous le registre du témoignage. Des formes d'expression qui permettent aussi le maintien des militants les moins expérimentés et les plus populaires.

Ces luttes révèlent des évolutions globales de nos sociétés comme l'individuation des modes de vie. Les existences sont aujourd'hui à la fois moins encadrées et moins soutenues par les institutions qui les régulaient auparavant : Églises, familles, partis ou syndicats. Sans nécessairement rendre la société plus individualiste, ce déclin des grandes institutions se traduit notamment dans les mouvements contestataires par la recherche et l'expérimentation de nouvelles formes de collectifs et de luttes permettant la mise en avant de cette parole individuelle. L'attachement non négociable au principe d'horizontalité n'est pas sans conséquence pour les « débouchés politiques » du mouvement des Gilets jaunes. Faute de structure nationale et de représentant-es reconnu-es comme légitimes, le mouvement ne peut guère peser politiquement, même si nombreux-ses sont ceux et celles

qui, parmi les élu-es de la nation, leur rendent hommage aujourd'hui.

Les effets de la mobilisation, si importants soient-ils, peuvent aussi être discrets. C'est dans les bouleversements de vie, les formes d'identification sociale à un « nous » et à un « eux », les processus de conscientisation, l'expérimentation d'un pouvoir d'agir, autrement dit au travers de multiples formes de politisation, intimes et publiques, individuelles et collectives, que la mobilisation a essaimé. C'est là une caractéristique classique des luttes sociales que de constituer des lieux d'acquisition de légitimité, de savoir-être et de savoir-faire, de compétences objectives et ressenties, qui construisent la citoyenneté et la capacité à exister et exercer comme tel dans l'espace public. On parle de subjectivation politique pour désigner cette expérience inédite, éprouvée en acte, dans le corps et dans l'image de soi, de s'autoriser à dire et à pratiquer la politique, jusqu'à parfois reconsidérer sa trajectoire et sa place dans le monde.

Enfin, il reste à constater combien les luttes sociales de ce nouveau cycle contestataire sont mal accueillies. Les médias ont certes rendu visibles certains milieux populaires, des visages et des corps, des professions et des langages, mais ils ont principalement favorisé les images et les histoires des violences en marge des manifestations, et ainsi accentué une dimension émeutière évidemment spectaculaire. Surtout, c'est la légitimité même des mobilisations contestataires comme formes de participation politique qui a été remise en cause par la réaction de pouvoirs publics qui semblent céder de plus en plus à des réponses autoritaires. Le mouvement des Gilets jaunes a marqué l'histoire des luttes sociales parce qu'il confirme le retour ces dernières années des violences manifestantes (en particulier contre les biens) et surtout la brutalisation du maintien

de l'ordre ayant donné lieu à une répression sans précédent, dont témoigne non seulement le nombre impressionnant des blessé-es et mutilé-es, mais aussi la criminalisation de toute contestation politique. Le durcissement de la gestion des mouvements sociaux s'inscrit dans une tendance de moyen terme, dont le volet judiciaire ne saurait être minimisé, tant se développe un usage préventif du droit fortement restrictif des libertés publiques élémentaires de circulation, de manifestation et d'expression.

À plusieurs titres le mouvement des Gilets jaunes est un marqueur de l'histoire des luttes sociales, à la fois par ses singularités et comme étape de l'évolution des mobilisations dans la démocratie française et au-delà. À l'issue de notre tour des idées reçues sur les Gilets jaunes, une question reste en suspens, celle de la convergence des luttes. Sans être centrales, certaines des principales thématiques des courants contestataires de ces dernières années sont en effet mobilisées en tant que telles chez les Gilets jaunes. Par exemple, pris dans leur ensemble, ces derniers, en raison même de leur hétérogénéité, ne sont pas plus ou moins écologistes ou féministes que la population générale. Mais leur défiance à l'égard des formes d'organisation – et parfois leur distance aux profils, discours et pratiques des militant-es –, si elle ne les empêche pas de participer à tel ou tel mouvement, comme l'opposition massive à la réforme des retraites en 2023, constitue un obstacle à une convergence durable au niveau national. Nos observations de terrain suggèrent finalement que ces convergences sont davantage susceptibles d'être réalisées dans des configurations localisées, à un niveau, celui des contextes de vie et de travail, où les luttes, quoique moins visibles, ont toujours fait sens.

## **Novembre 2023 : les Gilets jaunes, 5 ans après**

François BUTON

L'époque est aux commémorations, en général fixées au moment des dates anniversaires. Novembre est ainsi le mois des Gilets jaunes, et le 17 le jour officiel de la naissance du mouvement. Mais certains événements spectaculaires, comme la prise de l'Arc de Triomphe lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> décembre (acte III), justifient également que les journaux rappellent l'histoire du mouvement. Il n'existe bien sûr aucune commémoration officielle pour les Gilets jaunes, mais un dépouillement systématique en novembre-décembre 2023 de la presse nationale et régionale (via la plateforme Europresse) permet de dégager trois types de manifestations de ce mouvement, comme retour, comme résurgence, et même comme objet de nouvelles représentations.

Les Gilets jaunes sont d'abord de retour, elles et eux-mêmes. C'est après tout leur anniversaire : est constatée une reprise de l'espace public dans différents endroits de France, par des appels à manifester les samedis (notamment à Paris, pendant plusieurs semaines), parfois de manière sauvage (sans déclaration, comme à Lyon le 19 novembre), et par la réoccupation très ponctuelle de plusieurs ronds-points (dont certains n'ont jamais été complètement abandonnés). Un retour en pointillés : les effectifs ont fondu. À ces retours de mobilisation s'ajoutent les sollicitations des journalistes sur l'air bien connu de « que sont-ils devenus ? », via des séries de portraits parfois très délicats (voir par exemple la série de *L'Éclaireur de Châteaubriant*). D'autres protagonistes font aussi l'objet d'attention de la part de la presse régionale : les commerçants, mais surtout les forces de police, dont les interventions en prison, les « bavures » (un motard de la Brav-M qui tue un piéton à Paris) ou les commandes de munition sont autant d'occasions de rappeler ce qu'elles ont appris (ou non) depuis 2018 pour « améliorer » le maintien de l'ordre.

Les Gilets jaunes font aussi résurgence, en cela que leur présence est soulignée sur des scènes qu'elles et ils n'ont jamais quittées. Dans les tribunaux d'abord : sont rapportés plusieurs procès de Gilets jaunes, par exemple à Mont-de-Marsan, Amiens ou Pau, dans la Loire ou le Var. Ces tribunaux concernent aussi la police : quelques très rares procès concernent les forces de l'ordre, dont le plus visible est celui de la septuagénaire Geneviève Legay contre le commissaire de police Souchi, à Nice. L'équation « 23 éborgnés = 0 condamnation », reprise dans plusieurs articles, résume l'inégalité devant la poursuite judiciaire entre Gilets jaunes et forces de l'ordre. Résurgence en

politique, enfin, quand Priscillia Ludosky, figure majeure de la mobilisation, annonce s'engager sur la liste des Écologistes aux élections européennes, ou quand la députée écologiste de la Drôme Marie Pochon défend avec d'autres, comme son collègue insoumis de Haute-Garonne Christophe Bex, les cahiers de doléances du Grand Débat national, outil inestimable pour savoir ce que pensent les Français, et dont les dizaines de milliers de pages ont été négligées par le gouvernement. Les Cahiers sont d'ailleurs le principal point saillant dans les médias fin 2023, comme objet de mobilisations non seulement politiques, mais aussi politico-médiatiques (avec le film documentaire *Doléances* de la journaliste Hélène Desplanques avec Fabrice Dalongeville, maire d'Auger-Saint-Vincent dans l'Oise), et scientifiques (avec le travail des politistes bordelais Samuel Noguera et Magali Della Sudda).

Il n'est pas finalement pas indifférent que les Cahiers, qui n'émanent pas des Gilets jaunes, mais dont l'existence est la conséquence directe du mouvement, aient fait l'objet d'un reportage filmé, car la principale nouveauté du cinquième anniversaire est bien la multiplication des films. À l'automne 2020 et 2021, des ouvrages avaient paru sur le mouvement. À l'automne 2023 fleurissent les images, dans des documentaires aux titres évocateurs (*Les voies jaunes, Les magnifiques sauvages, Des goûts de lutte*) comme dans des films de fiction *La fracture*, sorti en 2021 et diffusé à la télévision en... novembre 2023) ; des séances sont aussi organisées avec des films de 2022 (*Quartier général, Un moment sans retour, Un peuple, Boum Boum*). D'autres représentations des Gilets jaunes affleurent dans la presse : la première prend la forme de la récupération par l'extrême droite, à l'occasion d'un fait divers qui voit la mort d'un adolescent, Thomas, à Crépol dans la Drôme le 18 novembre ; la seconde accompagne fin novembre l'expression d'une « colère agricole » consistant à retourner les panneaux routiers aux entrées et sorties des villages (« un parfum de Gilets jaunes », selon le site Terredevin, le 23 novembre). Début 2024, quand le mouvement de « colère » prend une tout autre ampleur, les membres du syndicat Coordination rurale se distinguent sur les lieux de manifestation par le port de bonnets... jaunes. Preuve par l'exemple que les Gilets jaunes, cinq après, continuent de hanter les consciences et d'inspirer les actions.

## Bibliographie sélective

Le mouvement des Gilets jaunes a donné lieu à de nombreuses publications : nous proposons ici une bibliographie des principaux travaux de sciences sociales reposant sur des enquêtes empiriques.

ABELES Marc, BONCOMPAGNI Serena et WAHNICH Sophie (dir.), 2020, « Approches ethnographies des Gilets jaunes », *Condition humaine/Conditions politiques. Revue internationale d'anthropologie du politique*, n° 1.

ABRIAL Stéphanie, ALEXANDRE Chloé, BEDOCK Camille, GONTHIER Frédéric et GUERRA Tristan, 2022, « Control or participate? The Yellow Vests' democratic aspirations through mixed methods analysis », *French Politics*, vol. 20, n° 3-4, p. 479-503.

ALGAN Yann, BEASLEY Elizabeth, COHEN Daniel, FOUCAULT Martial et PERON Madeleine, 2019, « Qui sont les Gilets jaunes et leurs soutiens ? Note de l'Observatoire du bien-être du CEPREMAP et CEVIPOF, 2019-3 ».

ARTIERES Philippe, 2022, « "Les Gilets jaunes triompheront". Politique de l'écriture exposée dans le mouvement des Gilets jaunes (novembre 2018-février 2020) », *20 & 21. Revue d'histoire*, vol. 156, n° 4, p. 193-207.

BAISNÉE Olivier, CAVÉ Alizé, GOUSSET Cyriac, NOLLET Jérémie et PARENT Fanny, 2022, « The digital coverage of the yellow vest movement as protest activity », *French Politics*, vol. 20, n° 3-4, p. 529-549.

BAISNÉE Olivier, CAVÉ Alizé, GOUSSET Cyriac et NOLLET Jérémie, 2021, « La « violence » des Gilets jaunes : quand la fait-diversification fait diversion. Les routines journalistiques à l'épreuve des manifestations à Toulouse (novembre 2018-juin 2019) », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo*, vol. 10, n° 1, p. 28-43.

BAISNÉE Olivier, GIDON Maximilien, GOUSSET Cyriac, NOLLET Jérémie et PARENT Fanny, 2024, « La production de l'événement politique « Gilets jaunes ». Le renouvellement de l'économie des manifestations médiatisées », *Politiques de communication*, vol. 20-21, n° 1, p. 71-107.

BAUD Jean-Marc, 2023, « Les écritures sauvages des supporters ultras », Actes du colloque « Les écrits sauvages de la contestation » (en ligne sur Fabula).

BEDOCK Camille, BONIN Loïc, LIOCHON Pauline et SCHNATTERER Tinette, 2021, « Une représentation sous contrôle. Visions du système politique et réformes institutionnelles dans le mouvement des Gilets jaunes », *Participations*, vol. 28, n° 3, p. 221-246.

BENDALI Zakaria, CHALLIER Raphaël, DELLA SUDDA Magali, FILLIEULE Olivier, AGRİKOLIANSKY Éric et ALDRIN Philippe, 2019, « Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s) de la politique ? », *Politix*, n° 128, n° 4, p. 143.

BENDALI Zakaria et RUBERT Aldo, 2021, « Les sciences sociales en gilet jaune. Deux ans d'enquêtes sur un mouvement inédit », *Politix*, n° 132, n° 4, p. 177-215.

BERNARD DE RAYMOND Antoine et BORDIEC Sylvain, 2022, « Bridging the gap in social movement research: family as a vehicle for mobilization for the Yellow Vests », *French Politics*, vol. 20, n° 3-4, p. 504-528.

BERNARD DE RAYMOND Antoine et BORDIEC Sylvain, 2019, « Tenir : les Gilets jaunes, mouvement d'occupation de places publiques », *Métropolitiques* (en ligne, 14 octobre 2019).

BÉROUD Sophie, DUFRESNE Anne, GOBIN Corinne et ZUNE Marc (dir.), 2022, *Sur le terrain avec les Gilets jaunes : approche interdisciplinaire du mouvement en France et en Belgique*, Lyon, Presses universitaires de Lyon (coll. « Actions collectives »).

BLAVIER Pierre, 2021, *Gilets jaunes, la révolte des budgets contraints*, Paris, PUF.

BLAVIER Pierre, 2020, « Que nous apprennent les sciences sociales sur les Gilets jaunes, et ceux-ci sur la société française ? Une

entrée par les enjeux socio-économiques », *Revue Française de Socio-Économie*, n° 24, n° 1, p. 219.

BONIN Loïc et LIOCHON Pauline, 2020, « La fin des cabanes. Ethnographie de l'espace militant des ronds-points de Camon », *Contretemps* (en ligne, 2 juin 2020).

BOUTE Edouard, 2021, « La mise en visibilité des forces de l'ordre sur Twitter pendant le mouvement des Gilets jaunes », *Questions de communication*, n° 39, p. 185-208.

BOYER Pierre C., DELEMOTTE Thomas, GAUTHIER Germain, ROLLET Vincent et SCHMUTZ Benoît, 2020, « Les déterminants de la mobilisation des Gilets jaunes », *Revue économique*, vol. 71, n° 1, p. 109.

CHALLIER Raphaël, 2019, « Rencontres aux ronds-points », *La Vie des idées* (en ligne, 19 février 2019).

CHARON Jean-Marie et MERCIER Arnaud (dir.), 2022, *Les Gilets jaunes : un défi journalistique*, Paris, Éditions Panthéon-Assas.

CHEVRIER Violaine, 2020, « Occuper et marquer l'espace : Des "cortèges de tête" aux Gilets jaunes à Marseille », *Techniques & culture*, n° 74, p. 58-71.

CHIRON Pierre, 2021, « Des ronds-points et manifestations au potager : un exemple d'écologie populaire chez les Gilets jaunes ? », *Écologie & politique*, vol. 62, n° 1, p. 97-110.

CLEMENT Karine, 2020, « Le rond-point de Saint-Avoird : "Tu viens comme t'es" », *Monde commun*, n° 4, n° 1, p. 166-189.

COLLECTIF D'ENQUÊTE SUR LES GILETS JAUNES, 2019, « Enquêter *in situ* par questionnaire sur une mobilisation : une étude sur les Gilets jaunes », *Revue française de science politique*, vol. 69, n° 5-6, p. 869-892.

DARRAS Éric, 2020, « Du rassemblement de tuning au rond-point des Gilets jaunes. Politisations pratiques dans le monde de l'art automobile populaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2020, n° 235, n° 5, p. 12.

DELLA SUDDA Magali et REUNGOAT Emmanuelle, 2022, « Understanding the French Yellow Vests movement through the lens of mixed methods: a French touch in social movement studies? », *French Politics*, vol. 20, n° 3-4, p. 303-317.

DELLA SUDDA Magalie et GUIONNET Christine, 2021, « Chapitre 15. Nuit Debout, Gilets jaunes : quoi de neuf à l'horizon des mouvements sociaux ? », *Nouvelle sociologie politique de la France*, Paris, Armand Colin, p. 203-214.

DEVAUX Jean-Baptiste, LANG Marion, LÉVÊQUE Antoine, PARNET Christophe et THOMAS Valentin, 2022, « From the roundabout to the city center: women's activist careers and socio-spatial division of activist labor in the Yellow Vest movement », *French Politics*, vol. 20, n° 3-4, p. 346-365.

DEVAUX Jean-Baptiste, LANG Marion, LEVEQUE Antoine, PARNET Christophe et THOMAS Valentin, 2019, « La banlieue jaune : enquête sur les recompositions d'un mouvement », *La Vie des idées* (en ligne, 30 avril 2019).

DORMAGEN Jean-Yves, MICHEL Laura et REUNGOAT Emmanuelle, 2022, « United in diversity: understanding what unites and what divides the Yellow Vests », *French Politics*, vol. 20, n° 3-4, p. 444-478.

DORMAGEN Jean-Yves, MICHEL Laura et REUNGOAT Emmanuelle, 2021, « Quand le vert divise le jaune. Comment les clivages sur l'écologie opèrent au sein des Gilets jaunes », *Écologie & politique*, vol. 62, n° 1, p. 25-47.

FILLIEULE Olivier et DAFFLON Alexandre, 2022, « Yellow Vests Movement in France », *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Chichester, John Wiley & Sons, Ltd.

FILLIEULE Olivier, DAFFLON Alexandre, BENDALI Zakaria, BERAMENDI Maite et MORSELLI Davide, 2022, « From uprising to secession: a plea for a localized and processual approach to the avatars of the yellow vest movement », *French Politics*, vol. 20, n° 3-4, p. 366-394.

FILLIEULE Olivier, HAYAT Samuel et MONCHATRE Sylvie, 2020, « Trois regards sur le mouvement des « Gilets jaunes » », *La Nouvelle Revue du Travail*, n° 17.

GABORIT Maxime, GREMION Théo et DELLA SUDDA Magali, 2022, « III. Précarités jaunes : vers une relocalisation de la

démocratie écologique ? », *La démocratie écologique*, Paris, Hermann (coll. « Colloque de Cerisy »), p. 293-310.

GAILLARD Édith, 2021, « Les femmes Gilets jaunes : un écolisme des pauvres ? », *Écologie & politique*, vol. 62, n° 1, p. 83-96.

GONTHIER Frédéric et GUERRA Tristan, 2022, « From the People, Like the People, or For the People? Candidate Appraisal Among the French Yellow Vests », *Political Psychology*, vol. 43, n° 5, p. 969-989.

GUERRA Tristan, ALEXANDRE Chloé et GONTHIER Frédéric, 2019, « Populist attitudes among the French Yellow Vests », *Populism*, vol. 3, n° 1, p. 1-12.

HAYAT Samuel, 2022, « Unrepresentative claims: speaking for oneself in a social movement », *American Political Science Review*, vol. 116, n° 3, p. 1038-1050.

HUËT Romain, 2019, *Le vertige de l'émeute. De la Zad aux Gilets jaunes*, Paris, Presses universitaires de France - PUF.

HUPPE Justine, 2021, « L'invisibilité sociale est-elle soluble dans la littérature ? Gilets jaunes et délégations littéraires en déroute », *ELFe XX-XXI*, n° 10.

JEANPIERRE Laurent, 2019, *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*, Paris, La Découverte (coll. « Cahiers libres »).

KOKOREFF Michel, 2020, « “Sous les pavés, la rage” : regards ethnographiques sur la séquence contestataire de 2016 à 2020 », *Sociologie*, vol. 11, n° 3, p. 315.

LE BART Christian, 2020, *Petite sociologie des Gilets jaunes. La contestation en mode post-institutionnel*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

LE LANN Yann, CUGNATA Giuseppe, GABORIT Nathan et GABORIT Maxime, 2021, « Faut-il soutenir les Gilets jaunes ? Le rôle des positions de classe dans le mouvement climat », *Écologie & politique*, vol. 62, n° 1, p. 49-66.

LE GALL Brice et POULY Marie-Pierre, 2022, « L'œil sociologique. Transmettre l'analyse sociologique par le documentaire photographique. Entretien avec Brice Le Gall », *Biens Symboliques/Symbolic Goods*, n° 10 (en ligne).

LEGRIS Samuel, 2022, « La conscience sociale des Gilets jaunes : étude sociologique de représentations en lutte », *Mots*, n° 129, p. 125-145.

LEGRIS Samuel, 2021, « “Nous on crève de faim pendant ce temps-là”. La persistance du “déjà, nous” chez des Gilets jaunes ruraux », *Savoir/Agir*, vol. 57, n° 3, p. 81-88.

LEVAIN Alix et DONDEYNE Christèle, 2021, « La place est-elle prise ? Contribution des Gilets jaunes aux luttes socio-environnementales locales », *Écologie et politique*, n° 62.

MORSELLI Davide, BERAMENDI Maite, BENDALI Zakaria et FILLIEULE Olivier, 2023, « A longitudinal approach to online “collective identity work”: the case of the Gilets jaunes in the Var department », *Mobilization: An International Quarterly*, vol. 28, n° 3, p. 301-322.

MOUALEK Jérémie, 2022, « L'image disqualifiante de la “violence populaire” en démocratie : le cas des Gilets jaunes et de leurs “clichés” », *Socio*, n° 16, p. 139-158.

POUPIN Perrine, 2020, « Prendre soin des manifestants. Les street-medics dans le mouvement des Gilets jaunes », *Techniques & culture*, n° 74, p. 160-173.

POUPIN Perrine, 2019, « “On est plus chaud ! Plus chaud ! Plus chaud qu’le lacrymo !” : l’expérience des violences policières dans le mouvement des Gilets jaunes », *Sociologie et sociétés*, vol. 51, n° 1-2, p. 177.

RAVELLI Quentin, 2020, « La ruée vers l’or jaune : difficultés de l’engagement scientifique dans un mouvement social », *Sociologie*, 2020, vol. 11, no 3, p. 267.

RAVELLI Quentin, BENDALI Zakaria, BONIN Loïc, GABORIT Maxime, GREMION Théo, IVANOVIC Mila, LIOCHON Pauline et TOTH Naomi, 2020, « Le Gilet et le Marteau. L’Assemblée des assemblées organise l’aile gauche des ronds-points », *Mouvements*, n°101, n° 1, p. 13.

RAVELLI Quentin, SIMÉANT-GERMANOS Johanna, LIOCHON Pauline et BONIN Loïc (dir.), 2024, *Les Gilets jaunes. Une révolte inclassable*, Paris, Rue d’Ulm (coll. « Sciences sociales »).

REUNGOAT Emmanuelle, BUTON François et JOUHANNEAU Cécile, 2022, « Becoming political while avoiding politics: a study of Yellow Vests first-timers », *French Politics*, vol. 20, n° 3-4, p. 395-419.

ROUSSIGNE Mathilde, 2023, Actes du colloque « Les écritures sauvages des supporters ultras » (en ligne sur Fabula).

RUBERT Aldo, 2023, « “Nous à la campagne, l’écologie, on la connaît”. Contestations et appropriations des injonctions environnementales par des Gilets jaunes ruraux », *Politix*, vol. 144, n° 4, p. 67-97.

SIROUX Jean-Louis, 2020, *Qu’ils se servent de leurs armes : le traitement médiatique des Gilets jaunes*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant.

SOUILLARD Natacha, SEBBAH Brigitte, LOUBERE Lucie, THIONG-KAY Laurent et SMYRNAIOS Nikos, 2020, « Les Gilets jaunes, étude d’un mouvement social au prisme de ses arènes médiatiques », *Terminal*, n° 127.

VAN OUTRYVE Sixtine, 2023, « Des Gilets jaunes à l’Assemblée Citoyenne de Commercy (France) : les enjeux politiques et constitutionnels d’une expérience de démocratie directe communale », *Participations*, n° 36, n° 2, p. 193-218.

WALKER Étienne et BLAVIER Pierre, 2022, « Shedding light on the yellow vests movement through its spatial dimension, from the gathering places to the origins of the participants », *French Politics*, vol. 20, n° 3-4, p. 318-345.

Éditeur : Marie-Laurence Dubray

© Le Cavalier Bleu - 5, avenue de la République - 75011 Paris.

[www.lecavalierbleu.com](http://www.lecavalierbleu.com)

« idées reçues » est une marque protégée.

Crédit photo de couverture : Acte IV des Gilets jaunes à Paris, 8 décembre 2018 © Laurent Gayer

Imprimé en France par SEPEC Numérique en août 2024.

ISBN 979-10-318-0706-5 / Dépôt légal : septembre 2024

ISSN 1964-700X

